

Indicator	Maat
13. Obligo's per woning van de courantrekening van de waardevermeerderingen op verkopen (F/woning)	Financiële reserve van de maatschappij
14. Overgedragen verlies (in duizend frank)	Vorig beheer van de maatschappij
15. Overgedragen verlies per woning (F/woning)	Vorig beheer van de maatschappij
16. Totale eigen geldmiddelen (in duizend frank)	Financiële toestand van de maatschappij op lange termijn
17. Eigen geldmiddelen per woning (F/woning)	Financiële toestand van de maatschappij op korte termijn
18. Voorschotten aan de N.M.V.H. (in duizend frank)	Schuld van de maatschappij
19. Voorschotten per woning van de N.M.V.H. (F/woning)	Schuld van de maatschappij
20. Verhouding tussen de reserve voor wederopbouw en de geactualiseerde kostprijs van het patrimonium (in pct.)	Stand van de reserve voor wederopbouw
21. Waarden van de onbebouwde terreinen	Onbebouwde terreinen

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 september 1988 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden, van de beheersregelen en van de modaliteiten inzake controle van publiekrechtelijke bouwmaatschappijen.

Namen, 8 september 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie en K.P.O.'s,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Huisvesting,

A. DALEM

F. 88 — 2090

8 SEPTEMBRE 1988. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux conditions d'octroi de subventions pour le logement de sans-abri ou de personnes mal logées

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code du logement, notamment l'article 76 inséré par la loi du 19 juillet 1976;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne ayant le Budget dans ses attributions donné le 8 juillet 1988;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o Ministre :

Le Ministre de la Région wallonne qui a le Logement dans ses attributions.

2^o Administration :

L'Inspection générale du Logement du Ministère de la Région wallonne.

3^o Organisme promouvant le logement de sans-abri ou de personnes mal logées :

a) une société immobilière de service public, une commune, un centre public d'aide sociale;

b) une autre personne morale;

c) qui, agissant soit seul, soit conjointement, définit un projet d'opération d'aménagement d'un ou de plusieurs immeubles insalubres à améliorer et introduit une demande de subvention aux conditions fixées par le présent arrêté;

d) lorsqu'il s'agit d'une personne morale visée au littéra b, celle-ci doit être agréée par le Comité d'Accompagnement visé à l'article 8, § 2, pour toute la durée de l'opération subventionnée. Le Ministre fixe les conditions d'agrément;

e) toute personne morale visée au littéra b peut agir seule après constat par le Ministre de l'inexistence de projets prévus au budget de l'année en cours et émanant des organismes cités au point a.

4^o Personnes démunies :

Les personnes ne disposant pas d'une habitation salubre ni de moyens matériels suffisants pour prendre en location une telle habitation.

Sont considérées comme n'ayant pas les moyens matériels suffisants, les personnes qui ont droit au montant du minimum de moyens d'existence défini par la loi du 7 août 1974, instituant le droit à un minimum de moyens d'existence ou ne disposent pas de ressources supérieures au plus élevé des montants déterminés en exécution de cette loi. Ces montants annuels sont majorés de 50 000 F, par enfant à charge.

5° Immeuble insalubre à améliorer :

L'immeuble ou la partie d'immeuble qui sera affecté en ordre principal au logement, qui présente une ou plusieurs causes d'insalubrité définies à l'annexe du présent arrêté et qui fait l'objet d'un projet d'opération d'aménagement.

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas à un immeuble construit par une société immobilière de service public et faisant encore partie de son patrimoine.

6° Opération d'aménagement :

L'opération qui, par l'exécution de travaux mentionnés à l'annexe du présent arrêté, garantit les normes minimales de salubrité.

Art. 2. § 1^{er}. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne, le Ministre peut accorder, aux conditions fixées par le présent arrêté, une subvention aux organismes qui aménagent, en région wallonne, un ou plusieurs immeubles insalubres à améliorer en vue de pourvoir au logement de personnes démunies.

La subvention est accordée pour la réalisation des travaux figurant dans la demande et qui sont repris à l'annexe du présent arrêté.

§ 2. Les subventions sont réparties proportionnellement aux besoins constatés par les enquêtes menées dans chaque province sur la qualité des logements, selon les modalités déterminées par le Ministre.

Art. 3. § 1^{er}. La demande de subvention est introduite par l'organisme au moyen du formulaire établi par le Ministre et accompagnée du projet de l'opération.

Le projet détaille :

- la localisation des immeubles à aménager;
- une photographie de chacun des murs extérieurs des immeubles;
- le schéma des immeubles et l'implantation des logements après travaux;
- la quantité et la nature des travaux par immeuble;
- l'estimation détaillée des travaux et des prestations éventuelles d'étude et de direction y relatives;
- le type de la main-d'œuvre utilisée;
- la situation sociale et le nombre de personnes démunies destinataires de l'opération;
- les conditions dans lesquelles l'accompagnement social des personnes démunies s'effectue;
- sans préjudice de l'application du § 2, le mode de calcul des loyers et l'affectation des recettes.

§ 2. Le montant du loyer annuel ne peut être supérieur à 20 % des revenus des personnes logées dans les immeubles aménagés.

§ 3. Le formulaire visé au § 1^{er} délivré par l'Administration doit être renvoyé par lettre recommandée à la poste. L'Administration délivre un accusé de réception à l'organisme, après avoir, le cas échéant, fait compléter par l'organisme le dossier de demande de subvention.

§ 4. Dans les deux mois de l'accusé de réception visé au § 3, l'Administration notifie à l'organisme la conformité ou la non-conformité de la demande au présent arrêté.

Art. 4. § 1^{er}. Le Ministre notifie à l'organisme, sous la condition suspensive de l'exécution des engagements prévus à l'article 6, la décision de principe de l'octroi de subvention sur base de l'estimation des travaux visés au § 1^{er}, admise par l'Administration.

§ 2. Le montant de la subvention peut être adapté en fonction des subventions accordées par d'autres pouvoirs.

§ 3. La subvention peut être accordée en une ou plusieurs fois.

Art. 5. § 1^{er}. Les travaux ne peuvent être entrepris avant que l'Administration ait notifié la conformité de la demande, conformément à l'article 3, § 4, du présent arrêté. L'organisme notifie à l'Administration la date de commencement des travaux.

§ 2. Les travaux décrits dans le projet de l'opération joint à la demande de subvention doivent être terminés au plus tard deux ans après la notification de la promesse ferme d'intervention visée à l'article 7, § 1^{er}.

S'il estime que la nature et l'ampleur des travaux le justifient, le Ministre peut toutefois imposer à l'organisme un délai d'exécution plus court, sans que ce délai soit inférieur à un an. Dans les mêmes conditions, et sur demande motivée de l'organisme jointe au projet de l'opération, il peut également lui accorder un délai d'exécution plus long, sans que ce délai soit supérieur à trois ans.

Le délai accordé à l'organisme lui est notifié en même temps que la décision de principe d'octroi de la subvention.

Art. 6. L'organisme prend vis-à-vis du Ministre les engagements relatifs :

- au délai d'exécution des travaux;
- à la mise à disposition du ou des immeubles à aménager à des personnes visées à l'article 1^{er}, 4^e, pendant une période de neuf années au moins, prenant cours à la production d'un acte opposable aux tiers garantissant cette mise à disposition;
- à la présentation du compte définitif de l'opération dans un délai de vingt-quatre mois à partir de la date de la notification visée à l'article 7, § 1^{er};
- à l'accompagnement social visé à l'article 3, § 1^{er};
- à son consentement et à celui des occupants à laisser contrôler par l'Administration, à tout moment et au moins une fois par an, l'exécution des engagements;
- à la production des rapports visés par l'article 8 du présent arrêté;
- au mode de calcul des loyers;
- à l'affectation obligatoire des recettes.

Art. 7. § 1^{er}. Le Ministre notifie la promesse ferme d'intervention à l'organisme, à la souscription par celui-ci des engagements mentionnés à l'article 6.

§ 2. La liquidation de la subvention s'effectue comme suit :

1^o 50 % du montant, soit la première tranche, sont liquidés à titre d'avance à la production de l'acte visé à l'article 6, deuxième tiret;

2^o moyennant l'accord du Comité d'accompagnement visé à l'article 8, § 2 :

- 30 %, soit la deuxième tranche, sont liquidés sur justificatifs de l'utilisation des 50 % déjà versés pour la première tranche, et
- 20 %, soit le solde, sont liquidés sur justificatifs de l'utilisation de la deuxième tranche et après contrôle sur place par l'Administration.

§ 3. Si le montant de la subvention accordée est supérieur au coût réel des travaux, il est procédé au recouvrement de la différence.

Art. 8. § 1^{er}. Chaque année et durant toute la période garantie par son titre d'occupation, l'organisme adresse au Ministre un rapport sur l'état d'avancement des travaux et le déroulement de l'opération.

Ce rapport porte également sur la situation sociale des personnes logées dans les immeubles aménagés, sur les prix payés par celles-ci pour leur logement, sur les modalités d'accompagnement social dont elles bénéficient, sur l'utilisation de la subvention ainsi que sur l'affectation obligatoire, à des opérations du même type que celle faisant l'objet de la subvention, des recettes éventuelles.

§ 2. Un Comité d'accompagnement, composé :

- d'un délégué du Ministre qui assure la présidence de ce Comité;
- d'un fonctionnaire de l'Administration désigné par l'Exécutif et qui assure le secrétariat du Comité;
- d'un représentant de la Société régionale wallonne du logement;
- d'un représentant de la Fondation Roi Baudouin,

est chargé de suivre l'évolution des opérations et d'établir un rapport annuel au Ministre sur les opérations d'aménagement subventionnées.

Un représentant de la commune où se réalise l'opération d'aménagement peut être entendu à sa demande.

Art. 9. Le non-respect des engagements prévus à l'article 8 entraîne le remboursement de la subvention.

La décision d'exiger le remboursement est notifiée par le Ministre après avis du Comité d'accompagnement. Un délégué de l'organisme est entendu lors des réunions de ce Comité.

Art. 10. Lorsqu'un organisme visé à l'article 1^{er}, 3^o, a reçu une subvention et est tenu de la rembourser, le recouvrement est confié au Ministère de la Région wallonne, qui procède à l'intervention de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Art. 11. L'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mai 1983 relatif aux locations des logements gérés par la Société nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci est complété par l'alinéa suivant :

« Le présent arrêté ne s'applique pas à la location de logements aménagés et gérés par une société immobilière de service public conformément à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 relatif aux conditions d'octroi de subventions pour le logement de sans-abri ou de personnes mal logées. »

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre de la Région wallonne qui a le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 septembre 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne,

A. DALEM

Annexe

I. Conditions générales :

A. Tout bâtiment qui est inséré dans un périmètre ne présentant pas des garanties suffisantes en matières de salubrité et d'hygiène, ne peut bénéficier d'une subvention.

La décision sera prise sur base d'un rapport circonstancié établi par la commune.

B. Les bâtiments qui présentent des problèmes de structure relatifs aux points 2.1, 2.2 et 3.1, sont écartés du bénéfice de la subvention.

Toutefois, pour les cas mineurs, l'administration pourra admettre qu'il soit prévu des travaux de réparation. Dans ce cas et uniquement pour les points précités, il sera exigé un projet dressé par un architecte.

II. Conditions particulières :

Bâtiment ou logement Normes minimales sur le plan physique	Refus global de subvention	Portée de la subvention	
		Travaux obligatoires	Travaux facultatifs
1. Environnement : Garanties insuffisantes	•		
2. Stabilité :			
2.1. Enveloppe extérieure du bâtiment et structure (fondations, toiture, murs extérieurs et de refend)	•	•	
2.2. Planchers	•	•	

Bâtiment ou logement Normes minimales sur le plan physique	Refus global de subvention	Portée de la subvention	
		Travaux obligatoires	Travaux facultatifs
2.3. Autres éléments : souches de cheminées...		*	
3. Etanchéité : de l'enveloppe et de la structure du bâtiment		*	
3.1. Si humidité généralisée permanente		*	
3.2. Si humidité ponctuelle		*	
3.3. Baies (portes, fenêtres)		*	
4. Surface minimale d'habitation (espace vital) :			
4.1. Logement indépendant 20 m ² (sous ≥ 2 m de hauteur et ≥ 2 m entre cloisons ou murs)			*
4.2. Logement communautaire			*
a) chambre 1 personne minimum 6,5 m ²			*
b) chambre 2 personnes minimum 9 m ²			*
5. Eclairage naturel/ventilation :			
5.1. Eclairage naturel Surface de la/des fenêtres d'une pièce d'habitation ≥ 1/12 surface du plancher		*	
5.2. Ventilation Surface de la section libre de position ouverte de l'entrée d'air (fenêtre, grille, gaine) ≥ 8 lpl cm ²		*	
5.3. Hauteurs sous plafonds Pièces de jour : ≥ 2,20 m Pièces de nuit : ≥ 2,00 m			*
6. Circulations :			
6.1. Stabilité, étanchéité, planéité des aires de circulation (pas d'aspérité, de déformations dangereuses)		*	*
6.2. Escaliers : stabilité suffisante		*	*
6.3. Escalier sans danger (2 H + G = 60 à 64 cm)		*	*
7. Equipement			
7.1. Eau potable : 1 point d'eau par logement		*	
7.2. Electricité : installation non dangereuse		*	
7.3. Egout : raccordement à l'égout public ou système propre adéquat en bon état de fonctionnement		*	
7.4. W.C. : W.C. ou fosse d'aisances extérieure à usage exclusif		*	
7.5. Chauffage : (par logement)		*	
1° possibilité d'installer un point de chauffage au minimum		*	*
2° système sans danger (appareil et évacuation)		*	*
7.6. Sanitaire par logement 1 lavabo + 1 baignoire ou 1 douche		*	*
8. Finition			
8.1. Plafonnage			*
8.2. Carrelage			*

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif Régional wallon du 8 septembre 1988 relatif aux conditions d'octroi de subventions pour le logement de sans-abri ou de personnes mal logées.

Namur, le 8 septembre 1988.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne,

A. DALEM

ÜBERSETZUNG

D. 88 — 2090

8. SEPTEMBER 1988. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Bedingungen für die Gewährung von Zuschüssen zur Unterbringung von Obdachlosen oder von Personen, die in schlechten Wohnverhältnissen leben

Aufgrund des Wohngesetzbuches, insbesondere des durch das Gesetz vom 19. Juli 1978 eingefügten Artikels 76;

Aufgrund des am 8. Juli 1988 gegebenen Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Minister :

den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° Verwaltung :

die Generalinspektion des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Organ, das die Unterbringung von Obdachlosen oder von Personen, die in schlechten Wohnverhältnissen leben, fördert :

a) eine Immobiliengesellschaft öffentlichen Dienstes, eine Gemeinde, ein öffentliches Sozialhilfezentrum;

b) eine andere juristische Person;

c) das Organ, das, entweder allein oder gemeinschaftlich handelnd, einen Entwurf von Maßnahmen zur Einrichtung einer oder mehrerer zu verbessernden gesundheitsschädlichen Gebäuden bestimmt und unter den durch vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen einen Antrag auf Zuschuß einreicht.

d) Wenn es sich um eine in Litera b erwähnte juristische Person handelt, muß diese von dem in Artikel 8 § 2 erwähnten Betreuungskomitee für die ganze Dauer der bezuschußten Maßnahmen anerkannt sein.

Der Minister legt die Anerkennungsbedingungen fest.

e) Jede in Litera b erwähnte juristische Person darf allein handeln, nachdem der Minister festgestellt hat, daß es keine Entwürfe gibt, die im Haushaltsplan des laufenden Jahres vorgesehen sind und die von den in Litera a aufgezählten Organen ausgehen.

4° bedürftigen Personen :

die Personen, die weder eine gesunde Wohnung haben noch über ausreichende materielle Mittel verfügen, um eine solche Wohnung zu mieten.

Personen, die Anrecht auf den durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum bestimmten Betrag des Existenzminimums haben oder deren Einkünfte nicht den höchsten Betrag, der in Anwendung des vorerwähnten Gesetzes festgelegt worden ist, überschreiten, werden als Personen betrachtet, die keine ausreichenden materiellen Mittel haben. Diese Jahresbeträge werden pro unterhaltsberechtigtes Kind um 50 000 F erhöht.

5° zu verbesserndem gesundheitsschädlichem Gebäude :

das Gebäude oder den Teil des Gebäudes, das bzw. der in erster Linie dem Wohnen dienen wird, das bzw. der eine oder mehrere in der Anlage zum vorliegenden Erlaß bestimmte gesundheitsschädliche Ursachen aufweist und das bzw. der den Gegenstand eines Entwurfs von Einrichtungsmaßnahmen bildet.

Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses finden keine Anwendung auf ein Gebäude, das von einer Immobiliengesellschaft öffentlichen Dienstes gebaut worden ist und noch zu ihrem Vermögen gehört.

6° Einrichtungsmaßnahmen :

die Maßnahmen, die durch die Ausführung der in der Anlage zum vorliegenden Erlaß erwähnten Arbeiten die Mindestnormen für die gesundheitliche Zuträglichkeit gewährleisten.

Art. 2. § 1. Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Mittel kann der Minister den Organen, die in der Wallonischen Region ein oder mehrere zu verbessernde gesundheitsschädliche Gebäude einrichten, um für die Unterbringung von bedürftigen Personen zu sorgen, unter den durch diesen Erlaß festgelegten Bedingungen einen Zuschuß gewähren. Der Zuschuß wird für die Ausführung der Arbeiten gewährt, die im Antrag erwähnt und in der Anlage zum vorliegenden Erlaß aufgeführt sind.

§ 2. Die Zuschüsse werden gemäß den vom Minister bestimmten Modalitäten im Verhältnis zu den Mängeln verteilt, die durch die in jeder Provinz durchgeführten Untersuchungen über die Qualität der Wohnungen festgestellt worden sind.

Art. 3. § 1. Der Antrag auf Zuschuß wird vom Organ anhand des vom Minister bestimmten Formulars eingereicht, und ihm wird der Entwurf der Maßnahmen beigelegt.

Der Entwurf gibt folgendes an :

- die Lage der einzurichtenden Gebäude;
- eine Fotografie von jeder der Außenmauern der Gebäude;

- den Plan der Gebäude und die Lage der Wohnungen nach den Arbeiten;
- die Menge und die Art der Arbeiten pro Gebäude;
- die detaillierte Schätzung der Arbeiten und der etwaigen diesbezüglichen planerischen und Bauführungsleistungen;
- die Art der verwendeten Arbeitskräfte;
- die soziale Lage und die Anzahl bedürftigen Personen, denen diese Maßnahmen zugute kommen;
- die Bedingungen, unter denen die soziale Betreuung der bedürftigen Personen erfolgt;
- das Verfahren für die Berechnung der Mieten und die Verwendung der Einnahmen, und zwar unbeschadet der Anwendung von § 2.

§ 2. Der jährliche Betrag der Miete darf 20 % des Einkommens der Personen, die in den eingerichteten Gebäuden wohnen, nicht übersteigen.

§ 3. Das in § 1 erwähnte Formular, das von der Verwaltung ausgehändigt wird, muß per Einschreibebrief zurückgeschickt werden. Die Verwaltung stellt dem Organ eine Empfangsbestätigung aus, nachdem sie gegebenenfalls die Akte bezüglich des Antrags auf Zuschuß vom Organ hat vervollständigen lassen.

§ 4. Innerhalb zwei Monaten nach der in § 3 erwähnten Empfangsbestätigung, teilt die Verwaltung dem Organ mit, ob der Antrag dem vorliegenden Erlaß entspricht oder nicht.

Art. 4. § 1. Der Minister teilt dem Organ unter der Suspensivbedingung, daß die in Artikel 6 vorgesehenen Verpflichtungen erfüllt sind, den von der Verwaltung anerkannten prinzipiellen Beschluß zur Gewährung von Zuschüssen auf der Grundlage des Kostenvoranschlags der in § 1 erwähnten Arbeiten mit.

§ 2. Der Betrag des Zuschusses kann je nach den Zuschüssen, die von anderen Behörden gewährt worden sind, angepaßt werden.

§ 3. Der Zuschuß kann in einem oder mehreren Malen gewährt werden.

Art. 5. § 1. Die Arbeiten dürfen nicht begonnen werden, bevor die Verwaltung gemäß Artikel 3 § 4 mitgeteilt hat, daß der Antrag dem vorliegenden Erlaß entspricht. Das Organ teilt der Verwaltung das Datum mit, an dem die Arbeiten in Angriff genommen werden.

§ 2. Die Arbeiten, die in dem dem Antrag auf Zuschuß beigefügten Entwurf der Maßnahmen beschrieben sind, müssen spätestens zwei Jahre nach der Mitteilung der in Artikel 7 § 1 erwähnten festen Zusage zur Bezuschussung beendet sein. Der Minister kann dem Organ jedoch eine kürzere Ausführungsfrist auferlegen, wenn er der Ansicht ist, es sei durch die Art und den Umfang der Arbeiten gerechtfertigt; diese Frist darf nicht unter einem Jahr liegen. Unter den gleichen Bedingungen und auf begründeten Antrag des Organs, der dem Entwurf der Maßnahmen beigefügt ist, kann er ihm auch eine längere Ausführungsfrist gewähren, wobei diese drei Jahre nicht überschreiten darf.

Die dem Organ gewährte Frist wird ihm zur gleichen Zeit wie der prinzipielle Beschluß zur Gewährung des Zuschusses mitgeteilt.

Art. 6. Das Organ geht dem Minister gegenüber Verpflichtungen ein bezüglich :

- der Frist für die Ausführung der Arbeiten;
- der Bereitstellung des bzw. der einzurichtenden Gebäude für die in Artikel 1 Punkt 4 erwähnten Personen während einer Periode von mindestens neun Jahren, die ab der Vorlage einer gegenüber Dritten wirksamen Akte, die diese Bereitstellung garantiert, läuft;
- der Vorlage der endgültigen Rechnung der Maßnahmen innerhalb einer Frist von 24 Monaten ab dem Tag der in Artikel 7 § 1 erwähnten Mitteilung;
- der in Artikel 3 § 1 erwähnten sozialen Betreuung;
- seiner Zustimmung und derjenigen der Bewohner, zu jeder Zeit und mindestens einmal pro Jahr die Erfüllung der Verpflichtungen von der Verwaltung kontrollieren zu lassen;
- der Vorlage der in Artikel 8 des vorliegenden Erlasses erwähnten Berichte;
- des Verfahrens für die Berechnung der Mieten;
- der obligatorischen Verwendung der Einnahmen.

Art. 7. § 1. Der Minister teilt dem Organ die feste Zusage zur Bezuschussung mit, wenn letzteres die in Artikel 6 erwähnten Verpflichtungen eingeht.

§ 2. Der Zuschuß wird wie folgt ausgezahlt :

1° 50 % des Betrags, d.h. der erste Teilbetrag, werden als Vorschuß auf Vorlage der in Artikel 6, 2. Gedankenstrich, erwähnten Akte ausgezahlt;

2° Mit dem Einverständnis des in Artikel 8 § 2 erwähnten Betreuungskomitees :

— werden 30 %, d.h. der zweite Teilbetrag, auf Vorlage der Belege für die Verwendung der für den ersten Teilbetrag bereits gezahlten 50 % ausgezahlt, und

— 20 %, d.h. der Restbetrag, werden auf Vorlage der Belege für die Verwendung des zweiten Teilbetrags und nach Kontrolle an Ort und Stelle durch die Verwaltung ausgezahlt.

§ 3. Liegt der Betrag des gewährten Zuschusses über den tatsächlichen Kosten der Arbeiten, so wird die Differenz zurückgefordert.

Art. 8. § 1. Das Organ erstattet dem Minister jedes Jahr und während der ganzen Periode, die durch sein Benutzungsrecht gewährleistet ist, einen Bericht über den Fortgang der Arbeiten und den Verlauf der Maßnahmen.

Dieser Bericht bezieht sich ebenfalls auf die soziale Lage der in den eingerichteten Gebäuden wohnenden Personen, auf die von letzteren für ihre Wohnung gezahlten Preise, auf die Modalitäten der sozialen Betreuung, die sie genießen, auf die Benutzung des Zuschusses sowie auf die obligatorische Verwendung der eventuellen Einnahmen für Maßnahmen gleicher Art wie diejenigen, die den Gegenstand des Zuschusses bilden.

§ 2. Ein Betreuungskomitee, zusammengesetzt aus :

- einem Beauftragten des Ministers, der den Vorsitz dieses Komitees führt;
- einem Beamten der Verwaltung, der von der Exekutive benannt wird und der die Sekretariatsgeschäfte des Komitees wahrnimmt;
- einem Vertreter der König-Balduin-Stiftung, ist beauftragt, den Verlauf der Maßnahmen zu verfolgen und dem Minister einen Jahresbericht über die bezuschußten Einrichtungsmaßnahmen zu erstatten.

Ein Vertreter der Gemeinde, wo die Einrichtungsmaßnahmen durchgeführt werden, kann auf seinen Antrag hin angehört werden.

Art. 9. Die Nichteinhaltung der in Artikel 6 vorgesehenen Vorschriften führt zur Rückzahlung des Zuschusses.

Der Beschluß, die Rückzahlung zu fordern, wird vom Minister nach Gutachten des Betreuungskomitees mitgeteilt.

Ein Beauftragter des Organs wird bei den Versammlungen dieses Komitees angehört.

Art. 10. Wenn ein in Artikel 1 Punkt 3 erwähntes Organ einen Zuschuß erhalten hat und diesen zurückzahlen muß, so wird er vom Ministerium der Wallonischen Region durch Vermittlung der Mehrwertsteuer-, Registrierungs- und Domänenverwaltung gemäß Artikel 3 des Domänengesetzes vom 22. Dezember 1949 beigetrieben.

Art. 11. Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Mai 1983 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die Nationale Wohnungsbaugesellschaft oder durch die von dieser anerkannten Gesellschaften verwaltet werden, wird durch folgenden Absatz ergänzt:

« Der vorliegende Erlaß findet keine Anwendung auf die Vermietung von Wohnungen, die gemäß dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. September 1988 über die Bedingungen für die Gewährung von Zuschüssen zur Unterbringung von Obdachlosen oder von Personen, die in schlechten Wohnverhältnissen leben, von einer Immobiliengesellschaft öffentlichen Dienstes eingerichtet und verwaltet werden. »

Art. 12. Vorliegender Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 13. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 8. September 1988.

Der minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft und den K.M.B.,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, Der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Anlage

I. Allgemeine Bedingungen

A. Jedes Gebäude, das in einen Bereich eingefügt ist, der keine ausreichenden Garantien in Sachen gesundheitlicher Zuträglichkeit und Hygiene aufweist, wird nicht bezuschußt.

Der Beschluß wird aufgrund eines ausführlichen Berichts gefaßt, der von der Gemeinde erstellt worden ist.

B. Die Gebäude, die Strukturprobleme bezüglich der Punkte 2.1. 2.2. und 3.1. aufweisen, werden nicht bezuschußt.

Für die kleineren Fälle kann die Verwaltung jedoch zulassen, daß Instandsetzungsarbeiten vorgesehen werden. In diesem Fall und nur für die vorerwähnten Punkte wird ein von einem Architekten angefertigter Entwurf gefordert.

II. Besondere Bedingungen

Gebäude oder Wohnung Mindestnormen in bautechnischer Hinsicht	Globale Verweigerung von Zuschüssen	Umfang des Zuschusses	
		Obligatorische Arbeiten	Fakultative Arbeiten
1. Umgebung : Keine ausreichenden Garantien	*		
2. Standsicherheit :			
2.1. Außenmantel des Gebäudes und Struktur (Grundmauern, Dach, Außen- und Zwischenwände)	*	*	
2.2. Böden	*	*	
2.3. Andere Elemente : Schornsteinköpfe...		*	
3. Dichtigkeit : des Mantels und der Struktur des Gebäudes			
3.1. Falls allgemeine Dauerfeuchtigkeit	*	*	
3.2. Falls punktuelle Feuchtigkeit		*	
3.3. Öffnungen (Türen, Fenstern)		*	
4. Mindestwohnfläche (Lebensraum)			
4.1. Separate Wohnung 20 m ² (unter \geq 2 m Höhe und \geq 2 m zwischen Trenn- wänden oder Mauern)			*

Gebäude oder Wohnung Mindestnormen in bautechnischer Hinsicht	Globale Verweigerung von Zuschüssen	Umfang des Zuschusses	
		Obligatorische Arbeiten	Fakultative Arbeiten
4.2. Gemeinschaftliche Wohnung			
a) Zimmer für mindestens 1 Person 6,5 m ²			*
b) Zimmer für mindestes 2 Personen 9 m ²			*
5. Natürliche Beleuchtung Belüftung			
5.1. Natürliche Beleuchtung Fläche des/der Fenster(s) eines Wohn- raums $\geq 1/12$ Fläche des Fußbodens		*	
5.2. Belüftung Fläche des freien Lufteintrittsquerschnitts in Aufstellung (Fenster, Lüftungsgitter, -kanal) $\geq 8 \lambda \text{pl cm}^2$			*
5.3. Deckenhöhen Tagesräume : ≥ 2.20 m Schlafräume : ≥ 2.00 m			*
6. Verkehr			
6.1. Stabilität, Dichte, Ebenheit der Verkehrsflächen (keine Unebenheit, keine gefährlichen Verformungen)		*	
6.2. Treppen : ausreichende Standfestlich- keit		*	
6.3. Ungefährliche Treppen (2 H + Br. der Stufe = 60 bis 64 cm)			*
7. Ausrüstung			
7.1. Trinkwasser : 1 Wasserzapfstelle pro Wohnung		*	
7.2. Elektrizität : ungefährliche Anlage		*	
7.3. Abwasserleitung : Anschluß an die öffentlichen Abwasserleitungen oder funktionsfähiges entsprechendes eigenes System		*	
7.4. W.C. : W.C. oder draußen gelegene Abortgrube für den ausschließlichen Gebrauch		*	*
7.5. Heizung : (pro Wohnung)			
1° Möglichkeit, mindestens ein Heiz- gerät aufzustellen		*	
2° ungefährliches System (Apparat und Abführung)			*
7.6. Sanitäreinrichtungen pro Wohnung : 1 Waschbecken + 1 Badewanne oder 1 Dusche			*
8. Endfertigung			
8.1. Deckenverkleidung			*
8.2. Fliesenbelag			*

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. September 1988 über die Bedingungen für die Gewährung von Zuschüssen zur Unterbringung von Obdachlosen oder von Personen, die in schlechten Wohnverhältnissen leben, beigelegt zu werden.

Namür, den 8. September 1988.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft und den K.M.B.,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

VERTALING

N. 88 — 2090

8 SEPTEMBER 1988. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de voorwaarden inzake toekenning van subsidies voor het huisvesten van daklozen of van slecht-gehuisveste personen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 76, ingevoegd bij de wet van 19 juli 1976;
Gelet op het akkoord van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, gegeven op 8 juli 1988;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Minister :

de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort.

2° Bestuur :

de Algemene Inspectie voor de Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest.

3° Instelling tot bevordering van het huisvesten van daklozen of van slechtgehuisveste personen :

a) een publiekrechtelijke bouwmaatschappij, een gemeente, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

b) een andere rechtspersoon;

c) een instelling die hetzij alleen, hetzij gezamenlijk handelt, die een operatieontwerp voor de inrichting van één of verschillende te verbeteren ongezonde gebouwen opmaakt en die onder de door dit besluit vastgestelde voorwaarden, een subsidieaanvraag indient;

d) wanneer het om een onder littera b bedoelde rechtspersoon gaat, moet die persoon door het in artikel 8, § 2, bedoelde Begeleidingscomité erkend worden voor de gehele duur van de gesubsidieerde operatie. De Minister stelt de erkenningsvoorwaarden vast;

e) elke rechtspersoon bedoeld onder littera b kan alleen handelen na vaststelling door de Minister van het niet-bestaan van ontwerpen voorzien in de begroting van het lopend jaar die uit de in punt a vermelde instellingen voortkomen;

4° Personen zonder bestaansmiddelen :

De personen die niet over gezonde woning, noch over voldoende materiële middelen beschikken om zulke huisvesting te huren.

Worden beschouwd als personen die niet over voldoende materiële middelen beschikken, de personen die recht hebben tot het bedrag van het bestaansminimum bepaald door de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht tot het bestaansminimum, of waarvan de bestaansmiddelen kleiner zijn dan het hoogste bedrag vastgesteld in uitvoering van die wet. Die jaarlijkse bedragen worden verhoogd met 50 000 F per kind ten laste.

5° Ongezonder gebouw te verbeteren :

Het gebouw of het gebouwgedeelte dat hoofdzakelijk voor bewoning zal bestemd worden, dat één of verschillende van de in de bijlage van dit besluit vastgestelde ongezondheidsorzaken vertoont en dat het voorwerp is van een inrichtingsontwerp.

De bepalingen van dit besluit zijn niet van toepassing op een gebouw opgebouwd door een publiekrechtelijke bouwmaatschappij dat nog deel uitmaakt van haar patrimonium.

6° Inrichtingsoperaties :

Bewerking die bij de uitvoering van de in de bijlage van dit besluit vermelde werken, de minimumnormen inzake gezondheid verzekert.

Art. 2. § 1. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten kan de Minister, onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden, een subsidie toekennen aan de instellingen die in het Waalse Gewest, één of verschillende ongezonde gebouwen te verbeteren inrichten met het oog op het huisvesten van personen zonder bestaansmiddelen.

De subsidie wordt toegekend met het oog op de uitvoering van de werken vermeld in de aanvraag en die in de bijlage van dit besluit opgenomen zijn.

§ 2. De subsidies worden verdeeld naar verhouding van de behoeften vastgesteld door de onderzoeken over de kwaliteit van de huisvesting, die overeenkomstig de door de Minister vastgestelde voorwaarden in iedere gemeente werden verricht.

Art. 3. § 1. De aanvraag om subsidie moet ingediend worden door de instelling op het door de Minister opgestelde formulier en moet vergezeld zijn van het bewerkingsontwerp.

Het ontwerp bepaalt :

- de localisatie van de in te richten gebouwen;
- een foto van elke buitenmuur van die gebouwen;
- een schema van de gebouwen en de plaats van de woningen na die werken;
- de hoeveelheid en de aard van die werken per woning;
- de uitvoerige raming van de werken en van de eventuele onderzoek- en directiedienstverleningen die erop betrekking hebben;
- het ingezette type arbeidskrachten;
- de sociale toestand en het aantal personen zonder bestaansmiddelen waarvoor die bewerking wordt bestemd;
- de voorwaarden waaronder de sociale begeleiding van de personen zonder bestaansmiddelen wordt uitgevoerd;
- onverminderd de toepassing van § 2, de berekeningswijze van de huurprijzen en de bestemming van de inkomsten.

§ 2. Het bedrag van de jaarlijkse huurprijs kan niet meer dan 20 pct. van het inkomen van de in de ingerichte gebouwen bewoonde personen.

§ 3. Het door het Bestuur afgegeven formulier bedoeld in § 1 moet bij ter post aangetekende brief worden teruggestuurd. Het Bestuur geeft op de instelling een ontvangstbewijs af nadat zij, in voorkomend geval, het dossier van de aanvraag om subsidie heeft ingevuld.

§ 4. Binnen twee maanden na het afgeven van het in § 3 bedoelde ontvangstbewijs, betekent het Bestuur aan de instellingen dat de aanvraag al dan niet met dit besluit overeenstemt.

Art. 4. De Minister betekent aan de instelling, onder de opschortende voorwaarde dat aan de in artikel 6 voorziene verbintenissen zijn nagekomen, de beginselbeslissing voor de toekenning van de subsidie op basis van de door het Bestuur aanvaarde raming van de werken bedoeld in § 1.

§ 2. Het bedrag van de subsidie kan aangepast worden in functie van de door andere overheden verleende subsidies.

§ 3. De subsidie kan in één of meer malen toegekend worden.

Art. 5. § 1. De werken mogen niet uitgevoerd worden voordat het Bestuur de overeenstemming van de aanvraag, overeenkomstig artikel 3, § 4, van dit besluit, heeft betekend. De instelling richt tot het Bestuur de datum waarop de werken beginnen.

§ 2. De werken beschreven in het bij de subsidieaanvraag gevoegde bewerkingsontwerp moeten beëindigd worden ten laatste twee jaar na betekening van de in artikel 7, § 1, bedoelde vaste belofte tot tegemoetkoming.

Wanneer hij oordeelt dat de aard en de omvang van de werken het verantwoorden, kan echter de Minister aan de instelling een kortere uitvoeringstermijn opleggen zonder dat die termijn minder dan één jaar bedraagt. Onder dezelfde voorwaarden en op gemotiveerde aanvraag van de instelling gevoegd bij het bewerkingsontwerp, kan hij eveneens haar een langere uitvoeringstermijn toekennen zonder dat die termijn meer dan drie jaar bedraagt.

De aan de instelling toegekende termijn wordt haar medegedeeld tegelijkertijd de beginselbeslissing voor de toekenning van de subsidie.

Art. 6. De instelling neemt verbintenissen op zich tegenover de Minister die betrekking hebben tot :

- de uitvoeringstermijn van de werken;
- de terbeschikkingstelling van het of van de in te richten gebouw(en) aan de personen bedoeld in artikel 1, 4°, gedurende een periode van ten minste negen jaar te rekenen van de overlegging van een akte die tegen derden ingeroepen kan worden en die deze terbeschikkingstelling waarborgt;
- de overlegging, binnen een termijn van vierentwintig maanden te rekenen van de datum van die in artikel 7, § 1, bedoelde betekening, van de definitieve rekening van de bewerking;
- de sociale begeleiding bedoeld in artikel 3, § 1;
- haar toestemming en die van de bewoners voor het controleren, op ieder ogenblik of ten minste eenmaal per jaar, van de uitvoering van de verbintenissen door het Bestuur;
- de overlegging van de door artikel 8 van dit besluit bedoelde verslagen;
- de berekeningswijze van de huurprijzen;
- de verplichte bestemming van de inkomsten.

Art. 7. § 1. De Minister betekent de vaste belofte tot tegemoetkoming aan de instelling wanneer die op de in artikel 6 vermelde verbintenissen aangaat.

§ 2. De subsidie wordt vereffend als volgt :

1° 50 pct. van het bedrag, d.i. de eerste tranche, wordt uitbetaald als voorschot bij het overleggen van de in artikel 6, tweede koppelteken bedoelde akte;

2° Met akkoord van het in artikel 8, § 2, bedoelde Begeleidingscomité :

— 30 pct., d.i. de tweede tranche, wordt uitbetaald bij het overleggen van documenten die de aanwending van de voor de eerste tranche al gestorte 50 pct. verantwoorden;

— 20 pct., d.i. het saldo, wordt uitbetaald bij het overleggen van documenten die de aanwending van de tweede tranche verantwoorden en na controle ter plaatse uitgevoerd door het Bestuur.

§ 3. Wanneer het bedrag van de verleende subsidie groter is dan de werkelijke kost van de werken, wordt het verschil ingevorderd.

Art. 8. § 1. Ieder jaar en tijdens de door zijn bewoningstitel verzekerde periode richt het organisme aan de Minister een verslag over de stand van het werk en over de ontwikkeling van de operatie.

Dit verslag heeft eveneens betrekking op de sociale toestand van de in de ingerichte gebouwen bewoonde personen, op de door die personen betaalde huurprijzen, op de modaliteiten van de sociale begeleiding waarvan zij genieten, op de aanwending van de subsidie alsmede op de verplichte bestemming voor operaties die gelijk zijn aan die, die het voorwerp zijn van de subsidie, van de eventuele inkomsten.

§ 2. Een Begeleidingscomité dat bestaat uit :

- een afgevaardigde van de Minister die dit Comité voorziet;
- een door de Executieve aangewezen ambtenaar van het Bestuur die het secretariaat van het Comité verzorgt;
- een vertegenwoordiger van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting;
- een vertegenwoordiger van de Koning Boudewijn Fondatie,

moet de ontwikkeling van de operaties volgen en een jaarlijks verslag voor de Minister opmaken over de gesubsidieerde inrichtingsoperaties.

Een vertegenwoordiger van de gemeenten waarin de inrichtingsoperatie wordt uitgevoerd kan op zijn aanvraag gehoord worden.

Art. 9. De niet-naleving van de in artikel 6 voorziene verbintenissen veroorzaakt de terugbetaling van de subsidie.

De beslissing de terugbetaling te eisen wordt betekend door de Minister na advies van het Begeleidingscomité.

Een afgevaardigde van de instelling is gehoord bij de vergaderingen van dit Comité.

Art. 10. Wanneer een instelling bedoeld in artikel 1, 3°, een subsidie heeft ontvangen, en verplicht wordt die subsidie terug te betalen, wordt de invordering toevertrouwd aan het Ministerie van het Waalse Gewest dat handelt door bemiddeling van het Bestuur van de belasting op de toegevoegde waarden, registratie en domeinen overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

Art. 11. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 mei 1983 betreffende de huur van woningen beheerd door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting of door haar erkende maatschappijen wordt aangevuld door de volgende alinea :

« Dit besluit is niet van toepassing op de huur van ingerichte woningen en beheerd door een publiekrechtelijke bouwmaatschappij overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 september 1988 betreffende de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor het huisvesten van personen en slecht gehuisveste personen. »

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 september 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie en K.M.O.'s,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Huisvesting,
A. DALEM

Bijlage

I. Algemene voorwaarden :

A. Elk gebouw dat gesitueerd is binnen een omtrek die voldoende verzekeringen inzake gezondheid en hygiëne niet toont, kan niet een subsidie genieten.

De beslissing zal genomen worden op basis van een door de gemeente opgemaakt uitvoerig verslag.

B. De gebouwen die structuurproblemen betreffende de punten 2.1, 2.2. en 3.1 tonen, genieten niet de subsidie.

Het bestuur kan echter, voor minder belangrijke gevallen, toelaten dat herstellingswerken worden voorzien. In dit geval en alleen voor de hierboven vermelde punten, zal een door een architect opgemaakt ontwerp vereist worden.

II. Bijzondere voorwaarden :

Gebouwen of woning Minimum normen op het materieel plan	Gedeeltelijke weigering om subsidie	Omvang van de subsidie	
		Verplichte werken	Fakultatieve werken
1. Leefmilieu : Onvoldoende waarborgen	*		
2. Stabiliteit :			
2.1. Buitenmantel van het gebouw en structuur (funderingen, dak, buitenmuren en binnen- en tussenmuren)	*	*	
2.2. Vloeren	*	*	
2.3. Andere elementen : schoorsteenkoppen...		*	
3. Dichtheid : van de buitenmantel en van de structuur van het gebouw			
3.1. In geval van permanente vochtigheid	*	*	
3.2. In geval van gerichte vochtigheid		*	
3.3. Spanwijdten (deuren, vensters)		*	
4. Minimum bewoningsoppervlakte (levensruimte)			
4.1. Onafhankelijke woning 20 m ² (onder \geq 2 m hoogte en \geq 2 m tussen de wanden of muren)			*
4.2. Gemeenschapswoning			
a) Eénpersoonskamer Minimum 6,5 m ²			*
b) Tweepersoonskamer Minimum 9 m ²			*
5. Natuurlijke verlichting/verluchting :			
5.1. Natuurlijke verlichting Oppervlak van de venster(s) van een woonvertrek \geq 1/12 van de oppervlakte van de vloer		*	

Gebouwen of woning Minimum normen op het materieel plan	Gedeeltelijke weigering om subsidie	Omvang van de subsidie	
		Verplichte werken	Fakultatieve werken
5.2. Verluchting Oppervlak van de vrije doorsnede in open stand van de verluchtingsope- ningen (vensters, tralies, luchtslangen) ≥ 8 lpl cm ²		*	
5.3. Plafondhoogte Woonvertrekken : ≥ 2.20 m Slaapvertrekken : ≥ 2.00 m			*
6. Verkeerruimten :			*
6.1. Stabiliteit, dichtheid, vlakheid van verkeerruimten (geen oneffenheden, geen gevaarlijke vervormingen)			*
6.2. Trappen : voldoende stabiliteit		*	
6.3. Ongevaarlijke trappen (2 H + G = 60 tot 64 cm)			*
7. Uitrusting :			
7.1. Drinkwater : één drinkwatervoorzie- ningspunt per woning		*	
7.2. Elektriciteit : ongevaarlijke installatie		*	
7.3. Riolering : aansluiting op de straatriool of op een adequaat persoonlijk systeem in goede werkingsstaat		*	
7.4. W.C. : W.C. of persoonlijk buitenbeerput		*	
7.5. Verwarming : (per woning) 1° Mogelijkheid minimum één verwar- mingspunt te plaatsen 2° Ongevaarlijk systeem (Apparaat en afvoersysteem)		*	*
7.6. Sanitair : per woning 1 wastafel + 1 badkuip of 1 douche			*
8. Afwerking :			*
8.1. Plafonering			*
8.2. Tegelvloer			*

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 september 1988 betref- fende de voorwaarden inzake verlening van subsidies voor het huisvesten van daklozen of slecht-gehuusveste personen.

Namen, 8 september 1988.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie en KMO's,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiering en Huisvesting,
A. DALEM

F. 88 — 2091

4 OCTOBRE 1988. — Arrêté ministériel portant exécution des articles 1er, 3^o, et 2, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 déterminant les conditions d'octroi de subventions pour le logement de sans-abri ou de personnes mal logées

Le Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne,

Vu le Code du Logement, notamment l'article 76, inséré par la loi du 19 juillet 1978;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 relatif aux conditions d'octroi de subventions pour le logement de sans-abri ou de personnes mal logées, notamment les articles 1er, 3^o, d, et 2, § 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;